

Orientation et carrières. Après 2006, aurons-nous encore le choix ?

Stéphane Michun, du Centre d'études et de recherche sur les qualifications – Centre d'études régional sur la productivité économique et l'emploi du Languedoc-Roussillon, était l'invité d'un dîner-débat le 8 novembre dernier à Montpellier.

Il confirme qu'à partir de 2006 la population en âge de travailler accusera une baisse importante et qu'il pourrait « manquer » au niveau national quelques 80000 actifs. Le flux annuel des départs en retraite aujourd'hui de 300 000 personnes s'accroîtra jusqu'à 500000. En ce qui concerne l'impact sur le chômage il estime qu'on n'assistera pas à un « basculement » important puisque les jeunes qualifiés s'insèrent déjà correctement. Mais il conviendra là encore d'améliorer les qualifications. Par contre certains secteurs, par exemple l'industrie ou des activités de services comme les finances ou l'immobilier seront touchés.

Le départ des « seniors », favorisé par une culture française qui facilite la sortie précoce de l'emploi ainsi que l'entrée tardive des jeunes sur le marché de l'emploi, méritent une importante réflexion et des mesures appropriées que la récente réforme de la formation continue (qui devrait médiatiser le rapport choc/réaction) ne paraît pas vraiment prendre en compte. Les situations seront différentes d'une région à l'autre mais également d'un bassin d'emploi à un autre et d'une entreprise à l'autre selon les modalités de la gestion du phénomène et de l'attention que les acteurs lui porteront.

Stéphane Michun rappelle que la relation offre de formation/activité économique est loin d'être directe. Ce phénomène inclut des médiations culturelles et sociales qui possèdent des logiques et des temporalités propres dont le traitement influe en permanence sur cette relation et influera davantage les phénomènes qui se préparent. Adapter et améliorer la réactivité interne des systèmes de régulation lui apparaissent incontournables.

Jean-Marie Quiesse

Novembre 2004